



JIM HOAGLAND

Rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger du Washington Post.

Regardant avec mépris les ruines fumantes des marchés boursiers et des institutions financières du monde depuis les contreforts des Préalpes, le président russe Dmitri Medvedev s'est consolé comme il pouvait la semaine dernière, en célébrant les joies du déclin américain.

L'ère de « l'unipolarité » – des États-Unis se constituant eux-mêmes comme les « méga-régulateurs » des affaires du monde – a atteint une fin bien méritée, a déclaré Medvedev à d'autres dirigeants avec une satisfaction non dissimulée. Cet échec est devenu patent en août, a-t-il poursuivi, lorsque les États-Unis ont été incapables d'empêcher la Géorgie d'attaquer les forces russes et la Russie de répondre par l'invasion de son voisin.

L'Amérique poubelle Inc. constitue le conseil géopolitique implicite que Medvedev a donné à ses auditeurs lors de la World Policy Conference, une séance de remue-méninges des dirigeants, de trois jours, mise en scène ici par l'Ifri, le premier think tank de France. Un autre sous-entendu invisible a couru comme un générique de télévision sur la poitrine de Medvedev pendant qu'il parlait : le Kremlin est de retour dans le travail de recrutement d'États clients dans le besoin.

Medvedev a parlé ici mercredi, un jour après que son gouvernement eût indiqué qu'il répondrait favorablement à la demande de renflouage de l'Islande pour 5 milliards de dollars pour son système bancaire qui s'effondre – à la grande consternation du président estonien Toomas Hendrik Ilves et d'autres dirigeants de la Baltique. « Le confinement ne semble pas être une option à l'époque du libre flux des capitaux de la mondialisation », m'a dit d'un air sombre Ilves.

Le président russe a également révélé de nouveaux détails d'une initiative pour inciter les dirigeants européens à négocier un nouveau traité de sécurité avec la Russie, qui permettrait de marginaliser l'OTAN et les États-Unis. Il a également parlé en faveur d'un projet d'accord Union européenne-Russie qui exclurait totalement l'Amérique.

Ce sont des jours sombres, de survie, pour l'administration Bush qui a vu sa course à l'audace du début se transformer en orgueil puis en désastre. Ses efforts de promotion de la démocratie en Irak, en Afghanistan et ailleurs sont en grande difficulté, son idéologie de libre marché est accusée d'avoir contribué à la crise financière mondiale, et les démocrates semblent être sur le point de prendre le contrôle de Washington. Pour Medvedev et Vladimir Poutine, son protecteur et premier ministre, le fer est irrésistiblement chaud.

Mais alors que j'écoutais la discussion à bâtons rompus, je me demandais si les nécrologies, en cours de rédaction, de la puissance américaine et tout ce que cela représente ne pourraient pas se révéler prématurés. Je n'ai pas entendu de profonde remise en cause du modèle du capitalisme américain à laquelle je m'attendais en ces temps de terreur financière, et la tentative évidente de Medvedev de fâcher l'Europe avec les États-Unis a été efficacement contrée par le président français Nicolas Sarkozy.

Nicolas Sarkozy a répondu directement à Medvedev : « Nous serons heureux de discuter avec vous de la sécurité européenne mais nous le feront conjointement avec nos amis et alliés, les Américains... Ces questions les concernent aussi ».

Sarkozy a également mis en garde son hôte sur le fait que de nouvelles dispositions en matière de défense pour l'Europe ne reconnaîtraient pas de « sphères d'influence » (un concept récemment soutenu par Medvedev) et devraient être fondées sur les libertés démocratiques et le respect des droits de l'homme. « Une politique d'équilibre des forces ne peut garantir la stabilité de notre continent », a ajouté Sarkozy.

Doux à entendre pour un participant américain. Mais pour moi le point culminant a été d'entendre trois dirigeants démocratiquement élus du monde en développement conseiller leurs pairs occidentaux de ne pas renoncer à soutenir la démocratie et la libéralisation du marché dans leur pays et partout ailleurs.



« Les élections libres sont le seul moyen de sortir des crises », qui provoqueraient répression ou chaos pour des régimes dictatoriaux, a déclaré le président mongol Nambaryn Enkhbayar. Son point de vue a trouvé un fort écho chez le Premier ministre kenyan Raila Odinga.

« Le commerce et les investissements sont indispensables pour que l'Afrique puisse sortir du désordre économique actuel », a déclaré le président sénégalais Abdoulaye Wade. « Vous dans le Nord, vous devriez être véritablement keynésiens à propos de cette crise. Investissez vos milliards dans les pays de l'hémisphère sud pour créer des biens réels et de l'emploi – non des bulles financières – et vous obtiendrez le meilleur rendement possible. »

Et le Prince Turki al-Faisal d'Arabie saoudite – tout en avertissant que les pays occidentaux ne devraient pas essayer de faire avaler de force la démocratie au royaume – a reconnu qu'un pays qui refuse d'essayer tout « plat que la démocratie doit vous offrir, risque de mourir de faim ».

Il y a eu, bien sûr, du scepticisme et de la colère à Évian sur ce que Sarkozy a appelé les excès du « capitalisme financier », qui a détourné d'énormes masses d'épargne de l'économie productive vers la poursuite de rendements irréalistes avant d'aller dans le mur.

Mais il y a eu un consensus solide aussi pour une surveillance et une réglementation mondiales, et non pour une renonciation à la liberté de marché. Le message de Medvedev sur l'Amérique déclassée n'a pas fait beaucoup d'adeptes. Ce que le monde semble attendre c'est un meilleur leadership américain et non son élimination.